

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 15/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OLATEIN

Quai des Indes
76200 Dieppe

Références : UDRD.2025.12.R.17
Code AIOT : 0005800404

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement OLATEIN implanté Quai des Indes 76200 Dieppe. L'inspection a été annoncée le 24/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du récolement de la mise en demeure du 27 décembre 2024 relative aux odeurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OLATEIN
- Quai des Indes 76200 Dieppe
- Code AIOT : 0005800404
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de trituration presse à froid ou à chaud des graines végétales pour obtenir de l'huile et des tourteaux pour l'alimentation animale ou comme matière première à l'unité protéines. L'unité protéines extrait la protéine des tourteaux pressés à froid grâce à un procédé breveté basé sur l'extraction aqueuse.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant s'est mis en conformité avec les attendus et les premières échéances de la mise en demeure du 27 décembre 2024. Le site étant actuellement à l'arrêt, l'inspection ne pourra en constater l'efficacité des mesures qu'après la reprise de l'activité.

L'utilisation de produits masquant/neutralisant a été arrêtée. Par ailleurs, l'exploitant a travaillé sur l'optimisation de son procédé pour améliorer les caractéristiques de l'effluent (quantité, siccité et teneur en protéine), ce qui lui a permis de valider, notamment au moyen de tests olfactifs, la suppression de la cuve de stockage tampon d'effluent en extérieur et l'intégration de l'effluent résiduel dans le flux pulpe du magasin 3. L'exploitant réalise en parallèle des travaux relatif à l'optimisation de la gestion des flux sur sa station d'épuration, visant notamment à réduire le temps de séjour et de fait la génération d'odeurs. L'exploitant a également formé des nez en interne afin d'assurer la surveillance des odeurs et de réaliser les diagnostics nécessaires en cas de signalements internes ou externes.

Il est attendu une communication et une vigilance particulière de l'exploitant au moment des opérations de redémarrage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Nuisances olfactives
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

- date d'échéance qui a été retenue : 31/03/2026

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique ou de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires.

L'exploitant met en oeuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du Système de Management Environnemental (SME), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- Un protocole précisant les actions et le calendrier ;
- Un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ;
- Un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ;
- Un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en oeuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

[...]

Constats :

La visite du 17 mars 2025 avait permis de faire un point d'étape des actions engagées, en réponse à l'arrêté de mise en demeure du 27 décembre 2024. Depuis cette visite, l'exploitant a poursuivi les travaux menés, le point sur les échéances de la mise en demeure est détaillé ci-après :

- 31 janvier 2025 : les produits masquant et neutralisant ne sont plus mis en oeuvre sur l'installation;

- 31 mars 2025 : la formation de nez humains a été réalisée (6 personnes formées Niveau 1 des 10-11 mars 2025 - déceler et caractériser un incident odorant et 6 personnes formées niveau 2 des 18-19 mars et 2-3-4 avril 2025 - caractériser objectivement selon le langage des nez), une surveillance des odeurs lors des rondes par les équipes opérationnelles a été mis en place (vu formulaire de ronde);

- 30 avril 2025 : le suivi des nuisances olfactives sur site et dans l'environnement au moyen de nez humains a été réalisé les 10 et 11 avril 2025 (vu rapport de Diagnostic olfactif – OLATEIN (2025) - Intérieur site et environnement du 6 juin 2025). Les relevés ont été réalisés avant la mise en place des actions correctives au niveau de la cuve de stockage tampon des effluent (cf. ci-après). Des préconisations sont émises en ce qui concerne le suivi olfactif. Le prochain suivi sera réalisé après la reprise d'activité, en 2026;

Commentaire n°1 : Si le contributeur principal des odeurs sur le site (cuve de stockage tampon) a été supprimé, les préconisations du rapport relatives au suivi olfactif en phase de production restent valables en ce qui concerne les opérations ponctuelles de pompage de la cuve de process de trituration et de curage de la fosse du magasin n°3 dans le cadre de plan de un plan de gestion des odeurs du site. S'agissant de la station d'épuration (STEP), les préconisations du rapport sont à intégrer dans la procédure relative aux mesures techniques et organisationnelles attendues au 31 décembre 2025. En particulier, le suivi préventif des équipements de traitement des effluents gazeux

est à considérer. L'inspection rappelle que l'exploitant devra faire preuve d'une vigilance particulière lors du redémarrage de la STEP et de sa montée en charge pour la gestion des odeurs, une surveillance renforcée est attendue. Une communication particulière devra être faite vis à vis de l'inspection, de la mairie et des riverains.

- 30 septembre 2025: l'étude technico-économique visant à déterminer la ou les solutions à mettre en œuvre pour réduire l'ensemble des odeurs diffuses résiduelles a été réalisée. La faisabilité de ne plus utiliser la cuve de stockage tampon des boues des centrifugeuses/décantation a été validée, la cuve a été retirée. L'exploitant a travaillé début 2025 sur l'optimisation de son procédé pour améliorer les caractéristiques de l'effluent (volume réduit de 40 %, siccité augmentée jusqu'à 32% pour les boues de clarification versus 6% et teneur en protéine réduite); ce qui lui a permis de valider, notamment au moyen de tests olfactifs, la suppression du stockage tampon d'effluent en extérieur (la cuve a été retirée et les tuyauteries démontées) et la réintégration de effluent dans le flux pulpe du magasin 3.

Enfin, en parallèle, l'exploitant a indiqué travailler avec son sous-traitant pour améliorer la gestion de sa STEP, il mène notamment une étude visant réduire le temps de séjour des effluents et de fait la génération d'odeurs.

Commentaire n°2 : l'inspection souligne la démarche engagée par l'exploitant, une synthèse des résultats de cette étude et du plan d'action engagé sera transmis à l'inspection une fois finalisé. Un état d'avancement sera communiqué avant le redémarrage de la production prévu en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite